

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : UD-R-CTESSP-22-N°88-SP		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
Société TAM (ex SENSO) ZI la grange Cléard 27 Avenue Edouard Herriot 69170 TARARE  SIREN : 839 473 667 SIRET : 83947366700013	S3IC 61.3780 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED	
Activité principale : Teinturerie		
Date du contrôle : 06/04/2022		
Inspecteur(s) : Sébastien PASCAUD		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre : Cessation d'activité
Thème(s) du contrôle	<input type="checkbox"/> Eau <input type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Déchets <input type="checkbox"/> REACH <input type="checkbox"/> RSDE	<i>Action nationale :</i> <input type="checkbox"/> Contrôles réglementaire <input type="checkbox"/> SGS <input type="checkbox"/> Vieillessement <input type="checkbox"/> Cessation, sols pollués, <i>etc</i> <input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Sécheresse <input type="checkbox"/> Rétentions <input type="checkbox"/> Perte d'utilités <input type="checkbox"/> Méthaniseurs <input type="checkbox"/> Fluide frigorigène
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Ensemble du site.		
Référentiel(s) du contrôle • Code de l'environnement : R.512-39-1 à R.512-39-6 ; • Arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2020 ; • Arrêté préfectoral de consignation de somme du 18 août 2021.		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. FERRER	SITEO Environnement	Directeur
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule STR <input type="checkbox"/> Autre :	

## Constats de l'inspection

### I – Contexte

La société TAM (Transfert Au Mouillé), implantée ZI la Grange Cléard à Tarare, était spécialisée dans l'impression de textiles. Les activités du site étaient soumises au régime de l'autorisation, réglementées par l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2010.

Suite à des difficultés financières, la liquidation judiciaire de la société TAM a été prononcée le 1<sup>er</sup> octobre 2020. Le liquidateur est Maître PEY-HARVEY du cabinet Alliance MJ.

Le code de l'environnement prévoit lors de la cessation d'activité que :

- le site soit mis en sécurité selon les dispositions définies à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement (cf ci-dessous) ;
- le site soit réhabilité.

Les mesures de mise en sécurité prévues à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

- Interdictions ou limitations d'accès au site ;
- Évacuation des produits dangereux, et gestion des déchets présents sur le site ;
- Suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- Surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Une première visite d'inspection, du 2 octobre 2020, a été menée afin de faire un état des actions à réaliser dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à la cessation d'activité. Cette visite a fait l'objet d'un rapport d'inspection, référencé « UD-R-CTESSP-20-N°328-SP », daté du 14 octobre 2020 et d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2020. Cet arrêté concerne les deux points suivants :

- mise en sécurité du site conformément aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;
- transmission à monsieur le préfet, d'un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.

Par courrier daté du 2 novembre 2020, le liquidateur judiciaire a procédé à la notification de la cessation d'activité du site conformément à l'alinéa I de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Par courrier daté du 3 mai 2021, le liquidateur judiciaire a transmis à Monsieur le préfet, sa proposition sur l'usage futur du site, de type industriel non sensible, et un dossier de cessation d'activité référencé « Dossier n°9666 – Dossier de cessation d'activité – ICPE – TAM à Tarare » daté du 20 avril 2021. Ces éléments ont aussi été transmis à la mairie de Tarare, à la communauté de communes de l'Ouest Rhodanien et aux propriétaires du terrain.

Une visite d'inspection, du 9 juin 2021, a été menée afin de faire le point sur les demandes de la précédente visite d'inspection du 2 octobre 2020 et sur le respect des exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2020. Cette visite a fait l'objet d'un rapport

d'inspection, référencé « UD-R-CTESSP-20-N°205-SP », daté du 25 juin 2021 et d'un arrêté préfectoral de consignation de somme du 18 août 2021 correspondant au coût des opérations exigées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2020 précité.

Par courriers en date du 21 juillet 2021, 30 juillet 2021 et 18 mars 2022, le liquidateur judiciaire a informé monsieur le préfet du Rhône de son impossibilité de consigner la somme de 230 000 euros indiquée dans l'arrêté préfectoral du 18 août 2021, faute de fonds disponibles dans ce dossier.

Par courriel daté du 30 mars 2022, le bureau d'études Sitéo Environnement, en charge du suivi de la mise en sécurité du présent site pour le compte du liquidateur judiciaire et des propriétaires, a transmis à l'Inspection un dossier intitulé « Note de synthèse : Mise en sécurité d'une ICPE en cessation d'activité – référence 2119-ind0 », daté du 29 mars 2022. Ce rapport fait suite aux opérations prises en charge par les propriétaires du site.

La présente visite avait pour objet de faire le point sur les demandes de la précédente visite d'inspection du 9 juin 2021 et sur le respect des exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2020 précité.

## **II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection**

### **2.1. Interdictions ou limitations d'accès au site**

Constat N°1		
<p>Lors de la visite du 2 octobre 2020, l'Inspection avait constaté que le site n'était pas clôturé et que les bâtiments n'étaient pas encore définitivement fermés. Cette non-conformité, relative à la mise en sécurité du site, a fait l'objet d'un point de la mise en demeure du 26 novembre 2020.</p> <p>Dans le cadre de la précédente visite du 9 juin 2021, l'Inspection avait constaté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les accès aux bâtiments étaient bien fermés et une alarme avec télésurveillance avait été mise en place à l'intérieur des bâtiments ;</li><li>– les accès aux installations de pré-traitement des effluents étaient bien fermés ;</li><li>– le site n'était toujours pas clôturé. Il était notamment possible d'accéder aux déchets divers et mandrins présents autour des bâtiments.</li></ul> <p>Le point de la mise en demeure du 26 novembre 2020, relatif à la mise en sécurité du site, n'était toujours pas satisfait, l'Inspection avait alors proposé des sanctions administratives et demandé au liquidateur judiciaire de procéder à la mise en sécurité du site en mettant en place une clôture afin d'interdire et limiter l'accès au site.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les accès aux bâtiments étaient toujours maintenus fermés et l'intérieur des bâtiments fait toujours l'objet d'une télésurveillance avec une alarme ;</li><li>– les accès aux installations de pré-traitement des effluents étaient toujours maintenus fermés ;</li><li>– le site n'était toujours pas clôturé. Les divers déchets et mandrins constatés à l'extérieur des bâtiments lors de la précédente visite ont toutefois été évacués du site. Néanmoins, l'Inspection a constaté que quatre véhicules, visiblement en état de rouler, ont été stationnés sur le parking du site par un ou des tiers et cinq poubelles pleines de déchets divers ont aussi été placées sur le parking par un ou des tiers.</li></ul> <p><b>Demande n°1 : Le liquidateur judiciaire doit veiller à ce que les véhicules et poubelles déposés par des tiers sur le parking du site soient évacués et doit procéder à la mise en sécurité du site en mettant en place une clôture afin de limiter l'accès au site.</b></p>		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier

<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article R.512-39-1 2° du code de l'environnement Article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2020 Article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de consignation de somme du 18 août 2021	2 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

## **2.2. Évacuation des produits dangereux, et gestion des déchets présents sur le site**

### Constat N°2

Lors de la visite du 2 octobre 2020, l'Inspection avait constaté qu'une quantité importante de produits dangereux et déchets devait être évacuée. Il s'agissait notamment :

- petits conditionnements de type flacons et bouteilles de produits chimiques à l'intérieur du bâtiment ;
- bidons de produits chimiques sous forme liquide ou solide sans rétention à l'intérieur du bâtiment et dans le local de l'unité de prétraitement des effluents aqueux ;
- grands récipients pour vrac (GRV) de 1000 litres de produits chimiques, la plupart sans rétention, à l'intérieur du bâtiment ;
- sacs de produits chimiques solides sur palettes et sans rétention, à l'intérieur du bâtiment ;
- lessive de soude à 30 % dans son stockage extérieur dédié, implanté dans une structure maçonnée et grillagée à proximité immédiate du parking du site ;
- chiffons souillés.

Il avait également été observé la présence d'une multitude de déchets non dangereux mais inflammables : des fourreaux de cylindres d'impression en carton (mandrins), des cartons divers, des emballages plastiques, des tissus, des chiffons, des outils, des archives, des récipients, des palettes de bois. A l'extérieur du bâtiment, il avait été constaté un amoncellement de mandrins à l'arrière du site (côté Ouest) et un tas de déchets divers déposés près d'un accès au bâtiment situé sur la partie Sud-Ouest du site.

Dans le cadre de la précédente visite du 9 juin 2021, l'Inspection avait constaté que le liquidateur judiciaire avait procédé à l'évacuation partielle des produits dangereux, conformément aux éléments du dossier de cessation d'activité « Dossier n°9666 – Dossier de cessation d'activité – ICPE – TAM à Tarare » daté du 20 avril 2021. Toutefois, il restait une quantité importante de déchets dangereux.

Concernant les déchets non dangereux, l'Inspection avait constaté, conformément aux informations du dossier précité du 20 avril 2021, que ces déchets n'avaient pas du tout été évacués du site.

Le point de la mise en demeure du 26 novembre 2020, relatif à la mise en sécurité du site, n'était toujours pas satisfait, l'Inspection avait alors proposé des sanctions administratives et demandé au liquidateur judiciaire de procéder à la mise en sécurité complète du site en évacuant les produits et déchets dangereux du site ainsi que les déchets non dangereux qui étaient encore présents et transmettre les justificatifs d'évacuation à l'Inspection.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que les déchets dangereux et non-dangereux ont été évacués du site conformément aux éléments du dossier intitulé « Note de synthèse : Mise en sécurité d'une ICPE en cessation d'activité – référence 2119-ind0 » daté du 29 mars 2022 et transmis à l'Inspection par courriel du 30 mars 2022.

L'Inspection a toutefois constaté :

- que les caniveaux collecteurs des effluents de production présentaient des matières prises en masse et doivent être curés, conformément aux éléments du rapport précité du 29 mars 2022 ;
- la présence d'une fosse enterrée pleine de liquide dans la partie Sud-Est des bâtiments. Le liquide en question n'a pu être identifié lors de la présente visite mais semblait être de l'eau.

Le rapport précité du 29 mars 2022 indique aussi que la conduite d'évacuation des effluents depuis les ateliers jusqu'au bassin de prétraitement n'a pas été curée.

**Demande n°2 : Le liquidateur judiciaire doit, sous 2 mois, procéder à la mise en sécurité complète du site en procédant aux opérations suivantes :**

- curage des caniveaux collecteurs des effluents de production présente des matières prise en masse ;
- curage de la conduite d'évacuation des effluents depuis les ateliers jusqu'au bassin de prétraitement ;
- analyser le liquide contenu dans la fosse enterrée pour déterminer ses caractéristiques physico-chimiques et procéder à son évacuation conformément aux exigences réglementaires en vigueur selon les résultats des analyses.

**Les justificatifs de réalisation des opérations ci-dessus seront transmis à l'Inspection sous 3 mois.**

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article R.512-39-I-II 1° du code de l'environnement Article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2020 Article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de consignation de somme du 18 août 2021	Selon délais ci-dessus
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

### **2.3. Suppression des risques d'incendie et d'explosion**

#### Constat N°3

Suite à la visite du 2 octobre 2020, l'Inspection avait demandé au liquidateur judiciaire de procéder à la mise en sécurité du site en supprimant les risques d'incendie et d'explosion. Il était notamment demandé de réaliser :

- la purge (inertage) du réseau de gaz du site ;
- l'obstruction de la canalisation de gaz débouchant à l'air libre dans le local chaufferie ;
- la coupure des réseaux d'eau, d'électricité et de gaz par les distributeurs respectifs ;
- l'évacuation des récipients mobiles de propane ;
- l'évacuation de l'ensemble des déchets combustibles.

L'Inspection avait constaté lors de la précédente visite du 9 juin 2021 ainsi qu'à partir des éléments transmis par le liquidateur judiciaire, par courriel en date du 18 juin 2021 :

- l'alimentation électrique du site avait été coupée le 18 mars 2021 ;
- l'alimentation en gaz du site avait été coupée le 8 octobre 2020. L'Inspection avait toutefois constaté au niveau de la chaufferie du site que des manomètres indiquaient des valeurs de pression de 0,25 et 0,5 bar (un des deux manomètres avait toutefois son robinet amont fermé). Il n'avait pas été possible pour l'Inspection de vérifier que la purge (inertage) du réseau de gaz du site avait bien été réalisée comme demandé dans le rapport d'inspection « UD-R-CTESSP-20-N°328-SP » du 14 octobre 2020 ;
- l'obstruction de la canalisation de gaz débouchant à l'air libre avait bien été effectuée comme demandé dans le rapport d'inspection « UD-R-CTESSP-20-N°328-SP » du 14 octobre 2020 ;
- les récipients mobiles de propane n'avaient pas été retrouvés sur site. Ils avaient été vraisemblablement évacués ;
- l'évacuation de l'ensemble des déchets combustibles n'avait pas été menée.

Le point de la mise en demeure du 26 novembre 2020, relatif à la mise en sécurité du site, n'était toujours pas satisfait, l'Inspection avait alors proposé des sanctions administratives et demandé au liquidateur judiciaire de procéder à la mise en sécurité complète du site en supprimant les risques d'incendie et d'explosion, en particulier en procédant à la purge (inertage) du réseau de gaz du site et l'évacuation de l'ensemble des déchets combustibles ainsi que transmettre les justificatifs d'évacuation à l'Inspection.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'ensemble des déchets combustibles a bien été évacué du site conformément aux éléments du dossier intitulé « Note de synthèse : Mise en sécurité d'une ICPE en cessation d'activité – référence 2119-ind0 » daté du 29 mars 2022 et transmis à l'Inspection par courriel du 30 mars 2022. L'Inspection a toutefois constaté au niveau de la chaufferie du site que les manomètres indiquaient des valeurs similaires à celles constatées lors de la visite du 9 juin 2021 signalant l'absence de purge (inertage) du réseau de gaz du site depuis la dernière visite. Aussi, la consignation des réseaux de gaz et électricité n'a pas été justifiée, comme rappelé dans le rapport précité du 29 mars 2022. Lors de la présente visite, une entreprise était en cours d'intervention à proximité du poste de transformation HTA du site et a indiqué à l'Inspection avoir désaccordé le site au réseau HTA public.

**Demande n°3 : Le liquidateur judiciaire doit procéder, sous 2 mois, à la mise en sécurité complète du site en supprimant les risques d'incendie et d'explosion en procédant à la purge (inertage) du réseau de gaz du site et en transmettant à l'Inspection les justificatifs de la consignation des réseaux d'alimentation en gaz et électricité du site.**

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article R.512-39-I-II 3° du code de l'environnement Article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2020 Article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de consignation de somme du 18 août 2021	2 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

## **2.4. Surveillance des effets de l'installation sur son environnement**

### Constat N°4

Suite à la visite du 2 octobre 2020, l'Inspection avait demandé au liquidateur judiciaire de notifier au préfet la mise à l'arrêt définitif de l'installation et de procéder à la cessation d'activité du site conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-39-6 du code de l'environnement.

Comme indiqué dans le paragraphe §I ci-dessus, le liquidateur judiciaire a procédé à la notification de la cessation d'activité du site, par courrier daté du 2 novembre 2020, conformément à l'alinéa I de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Pour ce qui est de la demande de procéder à la cessation d'activité du site conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-39-6 du code de l'environnement, l'Inspection avait constaté que le liquidateur judiciaire n'avait pas mené celle-ci à son terme.

Au regard des différents points précités, le dossier de cessation d'activité « Dossier n°9666 – Dossier de cessation d'activité – ICPE – TAM à Tarare » daté du 20 avril 2021, transmis par le liquidateur judiciaire, n'avait donc pas été considéré comme le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Le point de la mise en demeure du 26 novembre 2020, relatif au mémoire de réhabilitation, n'était toujours pas satisfait, l'Inspection avait alors proposé des sanctions administratives et demandé au liquidateur judiciaire de transmettre à monsieur le préfet, dans un délai de 4 mois, un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.

Comme indiqué précédemment, un dossier intitulé « Note de synthèse : Mise en sécurité d'une ICPE en cessation d'activité – référence 2119-ind0 » daté du 29 mars 2022 a été transmis à l'Inspection par courriel du 30 mars 2022. Ce dossier conclut concernant la surveillance des effets de l'installation sur son environnement qu'il est nécessaire que les mesures ci-dessous soient mises en œuvre pour se conformer aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement :

- La source concentrée de pollution aux hydrocarbures localisée au niveau des sondages S7 et S8 devra être purgée dans la limite des contraintes techniques liées aux bâtiments ;
- Une analyse des risques résiduels après travaux devra être réalisée ainsi que la constitution de servitudes le cas échéant ;
- Une campagne de caractérisation et de surveillance de la qualité des eaux souterraines en amont et aval hydraulique de l'installation est préconisée afin de contrôler l'absence de migration hors site de la pollution en hydrocarbures.

**Demande n°4 : Le liquidateur judiciaire doit procéder, sous 4 mois, aux opérations suivantes :**

- **Purge de la source concentrée de pollution aux hydrocarbures localisée au niveau des sondages S7 et S8 dans**

**la limite des contraintes techniques liées aux bâtiments ;**

– Une analyse des risques résiduels après travaux devra être réalisée ainsi qu'un dossier de constitution de servitudes le cas échéant ;

– Une campagne de caractérisation et de surveillance de la qualité des eaux souterraines en amont et aval hydraulique de l'installation est préconisée afin de contrôler l'absence de migration hors site de la pollution en hydrocarbures.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Articles R.512-39-1 à R.512-39-6 du code de l'environnement Article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2020 Article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de consignation de somme du 18 août 2021	4 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

## **2.5. Usage futur du site**

### Constat N°5

Comme indiqué dans le paragraphe §I du présent rapport, le liquidateur judiciaire a transmis, par courrier daté du 3 mai 2021, à la mairie de Tarare, à la communauté de communes de l'Ouest Rhodanien et aux propriétaires du terrain, sa proposition sur l'usage futur du site conformément à l'article R.532-39-2 du code de l'environnement. L'usage envisagé est de type industriel non sensible.

Sur cette proposition d'usage futur du site, l'article R.532-39-2 du code de l'environnement indique notamment « En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable » et « L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site. ».

L'inspection a alors demandé dans le cadre des suites de la précédente visite du 9 juin 2021 que le liquidateur judiciaire, transmette au préfet, au terme du délai de consultation de trois mois, les courriers de réponse des personnes consultées sur l'usage futur du site.

L'Inspection n'a pas eu connaissance de la transmission à monsieur le préfet par le liquidateur judiciaire des courriers de réponse des personnes consultées sur l'usage futur du site.

**Demande n°5 : Le liquidateur judiciaire doit transmettre au préfet, les courriers de réponse des personnes consultées sur l'usage futur du site.**

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article R.512-39-2 du code de l'environnement	1 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

### **Suites données par l'inspection**

- ☐ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) : Aucune

**Synthèse des suites :**

Cette visite a permis de constater que la mise en sécurité du site n'a pas été complètement menée. Les exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2020 ne sont pas encore satisfaites.

Si le liquidateur judiciaire est dans l'incapacité, par insuffisances de fond, de mener les actions requises dans les différents constats ci-dessus, et si les propriétaires du site ne se chargent pas de ces opérations, une saisine de l'ADEME pourra être proposée afin de faire réaliser tout ou partie des travaux et diagnostics environnementaux restants (selon les compétences de l'ADEME), conformément à la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée chaîne de responsabilités – défaillance des responsables.

Il est par ailleurs rappelé aux propriétaires du site que la DREAL ne pourra pas émettre d'avis favorable pour tout permis de construire sur le présent site dès lors que la cessation d'activité de l'installation classée n'a pas été soldée.

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2020 ne pouvant être levé au regard des actions restant à mener, l'Inspection propose à monsieur le préfet du Rhône que l'arrêté de consignation de somme du 18 août 2021 soit maintenu. La cessation d'activité n'est toujours pas soldée.

<b>Signature des inspecteurs</b>	<b>Vérificateur</b>	<b>Approbateur</b>
L'inspecteur de l'environnement	L'adjointe au chef de l'unité départementale du Rhône	Le chef de l'unité départementale du Rhône
Sébastien PASCAUD	Christelle MARNET	Jean-Yves DUREL

**Pièces jointes le cas échéant** (photographies, documents fournis par l'exploitant, etc.):/